



## Déclaration intersyndicale sur la politique scolaire du ministre

Le budget 2008 qui sera appliqué à la prochaine rentrée est contesté par les élèves, les parents d'élèves, les personnels, les étudiants, les associations éducatives complémentaires de l'enseignement public et tous les partenaires de l'Ecole. Les mobilisations vont croissantes et portent l'exigence de moyens pour la réussite et la démocratisation du système éducatif.

Les 11200 suppressions de postes entraîneront des classes surchargées, rendant impossible le suivi individuel des élèves. Dans le second degré cela va conduire à des disparitions de formations et d'options et la fin de dispositifs pédagogiques et de soutien innovants.

Conjuguée aux retraits de moyens, la mise en place précipitée, sans réflexion préalable et sans concertation suffisante, du bac pro 3 ans dans les LP, suscite des inquiétudes légitimes quant à la prise en charge des élèves en enseignement professionnel en particulier ceux qui sont en difficulté.

Dans le premier degré les projets de programmes traduisent une vision passéiste et rétrograde de l'Ecole, ainsi qu'un recul pédagogique et didactique. Ils remettent en cause les cycles et s'accompagnent d'une apparente volonté d'externaliser l'aide aux élèves en difficulté en rejetant la responsabilité de l'échec scolaire sur les familles.

Ce budget de rigueur et les suppressions de postes concernent tous les secteurs comme l'Education nationale mais aussi l'Enseignement Agricole Public et tous les personnels, se traduisant par une aggravation des conditions de travail et un fonctionnement plus difficile pour notre système scolaire.

Les annonces budgétaires pour les prochaines années confirment que cette politique de régression en lien avec la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) pourrait s'installer dans la durée.

La transformation de l'Ecole implique une toute autre dynamique pour le système éducatif et pour les métiers de l'éducation.

Pour obtenir des budgets ambitieux qui permettent une transformation de l'Ecole.

Pour mettre en oeuvre une autre politique éducative mettant la réussite de tous les élèves au centre de ses préoccupations.

Les organisations signataires appellent à poursuivre et amplifier les mobilisations en cours :

En organisant localement, dès la rentrée des vacances de Printemps, des rencontres entre parents, lycéens, personnels de l'éducation et responsables des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public pour mieux les informer.

En développant dans la durée des actions s'opposant aux conséquences du désastreux budget 2008.

Par une journée nationale d'actions diversifiées le 15 mai jour prévu pour le Conseil Supérieur de l'Education qui devrait examiner les nouveaux programmes.

Par l'organisation samedi 24 d'une grande journée de mobilisations, de rencontres avec la population et de manifestations dans tous les départements.

CEMEA, Cé, CRAP-Cahier pédagogique, FCPE, Ferc-CGT, FIDL, FSU, ICEM pédagogie Freinet, Jeunesse au Plein Air, Ligue de l'Enseignement, Sgen-CFDT, Sud éducation, Sud étudiant, Unef, UNL, Unsa Education,

### APPEL à la grève le 15 mars ( déclaration commune)

Le budget 2008 qui sera appliqué à la prochaine rentrée dans les écoles ne permettra pas de faire face face à la hausse démographique dans le premier degré: les effectifs classes seront plus chargés et les dispositifs innovants plus difficiles à mettre en oeuvre. Le recrutement de vacataires retraités pour effectuer des remplacements d'enseignants en congé de maternité ou de maladie confirme s'il en était besoin la nécessité d'augmenter le nombre de postes au concours.

La politique éducative du ministère se met en place avec des décisions unilatérales prises sans concertation approfondie.

Le projet de programme marque un appauvrissement sans précédent des apprentissages et des objectifs, à commencer par la lecture et l'écriture. Il traduit une vision passéiste et rétrograde de l'école, ainsi qu'un recul didactique et pédagogique. Il remet en cause les cycles et le rôle de la maternelle dans la réussite des élèves. L'introduction de nouveaux contenus apparaît comme un affichage d'autant plus incohérent que le temps d'enseignement sera diminué de deux heures hebdomadaires en septembre 2008.

La mise en place des stages de remises à niveau pendant les vacances, les inquiétudes sur les missions et la pérennité des Rased et la volonté d'externaliser l'aide aux élèves en difficulté en rejetant la responsabilité de l'échec sur les familles ne permettront pas de diviser par trois le nombre d'élèves qui quittent l'école primaire en rencontrant des difficultés graves.

L'école a besoin d'un budget ambitieux et d'une toute autre politique éducative qui mette la réussite des élèves au centre de ses préoccupations.

C'est pour affirmer avec force cette volonté que le SGEN-CFDT, le SE-UNSA et le SNUipp-FSU appellent les enseignants des écoles à faire du jeudi 15 mai une puissante journée nationale de grève, de rencontres avec la population et de manifestations dans tous les départements.

**SNUipp 46** 80, Rue des Jardiniers 46000 Cahors ☎05 65 22 12 79 📠05 65 22 15 28  
<http://46.snuipp.fr> mél: [snu46@snuipp.fr](mailto:snu46@snuipp.fr) Directeur de la publication : Yves Mespoulhé -Fontgrumel - 46220  
Prayssac Imprimé par nos soins Prix 0,50 € N° ISSN :1241-3542 N° CPPAP : 0407 s 07301

Suppl. 2 au N° 65 de février 2008 trimestriel

Déposé le 24 avril 2008

## EDUCATION EN DANGER

Jamais, l'école n'avait été autant en danger qu'aujourd'hui.

Notre ministre veut en finir avec l'école républicaine, l'école égalitaire.

Avec les nouveaux programmes et le socle minimal de connaissance, c'est à la base même du système éducatif qu'il s'attaque.

Cette attaque se complète avec la mise en place, furtivement pour le moment, de la nouvelle gestion des carrières où la motion de « mérite » sera déterminante dans le déroulement de carrière. Cette gestion

toute managériale, découlant directement du secteur privé, ne fera que mettre un peu plus la pression sur les enseignants.

Et pour compléter le tout, la création des EPEP où la gestion ne sera plus faite par des enseignants.

Oui, l'heure est grave. Oui l'heure est à la riposte.

Les organisations syndicales, les parents d'élèves, les lycéens, les étudiants, les mouvements pédagogiques se sont rencontrées et ont décidé d'un plan d'action ( voir page 4 )

**15 mai : grève dans le premier degré**

**18 mai : manif nationale à Paris ( voir FSU 46 info )**

**24 mai : journée nationale de mobilisation et de manifestation.**

**Pour obtenir un budget plus ambitieux,  
pour une autre politique de l'école  
massivement, mettons nous en grève le 15 mai**

**Manif nationale : 18 mai :  
pour un budget à la hauteur  
de nos ambitions**

Modalité d'inscription Voir journal FSU info 46

### Sommaire

Page 1 : Edito : Education en danger ; stages faussement appelés

de « remise à niveau »

Page 2 et 3 : Métier : mouvement ; Carte scolaire , nouveaux programmes ;

Page 4 : Action : Déclaration commune au sujet de la politique ministérielle ; appel grève le 15 mai

En encarté : FSU info 46

### Stages faussement appelés de « remise à niveau »

- 23 lieux de stages soit la moitié moins que les prévisions,

- pas assez de collègues en activité ont répondu à l'administration obligeant celle-ci à faire la chasse aux retraités ;

- des communes refusant de mettre à disposition leurs locaux...

**Lorsqu'on confond une fois de plus vitesse et précipitation, on ne peut que s'attendre à ce fiasco, n'en déplaise à l'administration.**

Que l'on ne nous dise pas qu'ils sont mis en place dans l'intérêt supérieur des élèves.

L'intérêt supérieur de nos élèves, ce serait un budget avec de vrais postes pour tous les élèves.



## ► Commissions paritaires

### Devenir PE :

Le nombre de postes sur liste d'aptitude pour devenir PE est tombé : cette année il y aura 27 possibilités d'intégration par liste d'aptitude .

Par concours interne : 5 places sont mis au concours

### Temps partiel

Le SNUipp a demandé une audience à l'IA pour plaider en faveur des temps partiels. Cette audience commune avec la CGT et SUD intervient au moment où l'IA refuse obstinément d'accorder des temps partiels sur autorisation. Fait plus grave, il vient aussi de refuser une mise en disposition. Vous êtes concerné(e)s par les temps partiels, n'hésitez pas à nous contacter



### Mouvement :

La précipitation due au report de la carte scolaire après les municipales a provoqué quelques couacs du côté du mouvement des personnels.

**Tout au long de cette phase, le SNUipp est intervenu à maintes reprises pour faire respecter les droits des enseignants et l'égalité de traitement.**

Les participants au mouvement ont reçu dans leur boîte i-prof, un récapitulatif de leurs vœux ainsi que tous les éléments de leur barème. Ils peuvent ainsi vérifier l'exactitude de ce barème.

**N'hésitez pas à contacter le SNUipp si vous pensez qu'il y a des erreurs.**

La phase suivante se terminera le 27 mai avec la CAPD mouvement.

Comme l'an passé, vous pourrez connaître **les résultats du mouvement dès la fin de la CAPD sur le site du Snuipp. Vous aurez besoin de votre numéro SNUipp qui figure sur la bande d'expédition de ce journal.** Pensez à la conserver.

### Carte scolaire :

Le Lot paie un lourd tribut à la politique de réduction des fonctionnaires avec le retrait de 2 postes du premier degré.

Au final, c'est 10 fermetures de classes pour seulement 2 ouvertures en dur, 2 postes gagés, et 4 postes « sous le coude » pour pallier aux ouvertures à la rentrée.

Carte scolaire tendue, où l'administration s'est appuyée sur la globalisation des effectifs pour fermer des classes comme à Cahors, Gourdon et Figeac.

Le SNUipp / FSU a dénoncé toutes les fermetures en soulignant le fait que l'administration n'applique plus le tableau des ouvertures et fermetures mais 25 par classe élémentaire et 33 par classe maternelle.

Qui peut croire que les enseignants peuvent faire un travail décent avec 33 élèves dans la classe ? Une fois de plus, l'Ecole paie cher la volonté du gouvernement de réduire le nombre de fonctionnaires.

### Fermetures :

Cahors L Benac (élem)  
Cahors Croix de Fer(élem)  
Cahors Jean Calvet (mat)  
Puy l'Evêque (1 classe élem )  
Bagnac sur Célé (élem)  
Figeac Marcenac ( mat)  
Lacapelle Marival ( mat)  
Salviac élem  
Gourdon Frescaty (mat)  
Gourdon Hivernerie elem

### Ouvertures :

Girac ( RPI Puybrun,  
Girac, Tauriac )  
CLIS Gourdon hivernerie élem

### Postes gagés :

1 poste pour l'accueil d'un enseignant handicapé ;  
1 poste pour le départ en stage en opt F et opt D

4 postes en réserve pour la rentrée sept 2008/2009

### Restructuration des RASED

La dernière modification des RASED remonte à 5 ans. L'administration a décidé de revoir et de restructurer les réseaux d'aide pour « être au plus près des besoins ».

Cela se traduit par :

une fermeture d'un poste G sur le RASED de Figeac et l'ouverture d'un poste G sur le RASED de Castelnau- Montratier ;

une fermeture d'un poste E sur le RASED de Cahors Benac et l'ouverture d'un poste E sur le RASED de Puy l'Evêque

Le redécoupage des RASED de Gramat (qui n'interviendra plus sur Lacapelle Marival) et de St Céré ( qui prend le secteur de Lacapelle Marival )

On assiste là , au tristement célèbre déshabiller Pierre pour ne pas habiller Paul

## ► Nouveaux programmes

### Audience SNUipp / Darcos

Le SNUipp a été reçu jeudi le 10 avril par le ministre de l'Education Nationale.

Il a rappelé que toute évolution des programmes d'enseignement ne peut s'effectuer sans prendre en compte l'expérience professionnelle des enseignants et l'avis des chercheurs, dans des conditions de transparence et de sérieux.

Il a exigé que les synthèses établies dans les circonscriptions soient rendues publiques. Il a témoigné de la déstabilisation professionnelle, du trouble profond et des vives inquiétudes que soulève le projet de programmes parmi les enseignants des écoles. Il a dit leurs craintes de voir la scolarité des élèves les plus fragiles rendue plus difficile.

Le ministre quant à lui, n'a toujours pas donné d'indication sur les volumes horaires dévolus aux différents domaines disciplinaires alors qu'il prévoit augmenter l'enseignement d'éducation physique et sportive d'une heure, d'ajouter de nouvelles notions enseignées jusqu'ici au collège et de diminuer l'horaire d'enseignement hebdomadaire.

S'agirait-il de fait, de faire porter aux enseignants la responsabilité de la suppression de pans entiers des actuels programmes ?

Xavier Darcos a toutefois bien annoncé que les synthèses des avis des enseignants, établies dans les circonscriptions, seraient rendues publiques dans les jours prochains, **mais n'a annoncé aucun dispositif précis en matière de calendrier, de concertation et de modalités de prise en compte des remontées des écoles.**

Le SNUipp appelle les enseignants des écoles à participer massivement aux initiatives prises dans tous les départements en faveur d'une autre politique éducative. Le projet de programmes doit être suspendu et faire l'objet d'une réécriture complète.

**Il s'adresse solennellement au premier ministre et au président de la république pour que la raison l'emporte.**

**L'école primaire, l'avenir des élèves et les enseignants méritent mieux que des programmes bâclés.**

### Communiqué de presse nouveaux programmes

Le Ministre a dû mettre en place une consultation des enseignants des écoles sur le projet de programmes. Ceux-ci se sont largement investis en ont fait part de leurs réactions multiples. A ce jour, le ministère se refuse toujours à les rendre publiques.

Faut-il mettre en relation cette attitude avec la publication chez plusieurs éditeurs, de manuels déjà conformes aux programmes 2008 ? Quelles garanties ont pu obtenir ces éditeurs pour s'engager dans la confection de manuels qui sont établis plusieurs mois avant leur impression et dont l'investissement constitue un coût important ? Le ministère de l'Education Nationale a-t-il communiqué aux éditeurs le projet avant de le rendre public ? A-t-il apporté aux entreprises d'édition la garantie que le projet de programmes ne sera pas modifié ?

Dans ces conditions, quelle valeur a la consultation des enseignants ? Quelle valeur aura l'avis de la commission culturelle du Sénat ? De quel effet sera suivie la recommandation de l'Académie des Sciences ? Les programmes de l'école méritent mieux qu'un calendrier bâclé.

Le SNUipp renouvelle sa demande de suspendre toute publication précipitée des programmes et d'ouvrir une véritable concertation.

### 1er mai :

**A l'initiative de la FSU, de la CGT, de l'UNSA rassemblement place de la bourse à Cahors ( 10h ) avec projection d'un film sur mai 68 et débat autour du film**

### Intervention SNUipp au CTPM au sujet du samedi matin

Le projet de décret consécutif à la décision unilatérale du ministère de supprimer le samedi matin, de réduire de deux heures le temps d'enseignement de tous les élèves, d'allonger la journée scolaire pour certains ne peut résoudre les difficultés lourdes que rencontrent certains élèves. Le dispositif conduira à augmenter les inégalités entre les écoles et entre les personnels en matière d'aides, de temps de formation et de concertation. Les fortes inquiétudes qui existent sur la formation continue et le rôle des RASED ne sont toujours pas dissipés. Pour le SNUipp, le traitement des difficultés scolaires doit relever d'une prise en charge individuelle, en petits groupes ou collective, pendant le temps de classe. Elle doit être pensée sur le temps des apprentissages au sein de la classe en s'appuyant sur les RASED qui doivent être développés. A ce titre, le regroupement d'élèves après la classe ne peut constituer une solution pour les élèves qui rencontrent les difficultés les plus lourdes. C'est un désaccord de fond que nous avons avec les mesures ministérielles.

Par ailleurs, ce dispositif va se traduire par une charge de travail supplémentaire pour tous les personnels et plus particulièrement les directeurs d'école qui ne peuvent se satisfaire de formulations aussi creuses que « l'application de ces dispositions aux directeurs d'école fera l'objet d'un examen particulier ». Pour le SNUipp, le problème de la direction et du fonctionnement de l'école reste entier.

Les résultats des consultations que nous avons organisées et auxquelles les enseignants des écoles ont massivement répondu confirment que 3 enseignants sur 4 pensent que le dispositif des 60 heures ne peut aider à résoudre les difficultés d'apprentissage des élèves et 80% d'entre eux considèrent que les modalités de mise en œuvre du dispositif sont inacceptables, qu'elles ne correspondent ni à l'ambition de faire réussir tous les élèves, ni aux besoins des écoles et des enseignants qui demandent plus de temps de concertation, plus de travail en équipe, plus de maîtres que de classes et la prise en compte de l'accroissement de la charge de travail dans le temps de service.

Pour toutes ces raisons, le SNUipp-FSU n'a pas signé le relevé de conclusions et comme au CSE, ne votera pas le projet de décret présenté à ce CTPM.